

Introduction
La crise des études stratégiques
The Crisis in Strategic Studies

Charles-Philippe David

Volume 20, Number 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702535ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702535ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

David, C.-P. (1989). Introduction : la crise des études stratégiques. *Études internationales*, 20(3), 503–515. <https://doi.org/10.7202/702535ar>

Article abstract

The young field of strategic studies has difficulties establishing a solid consensus on its purpose, basic philosophy and main concepts, because the definitions and meanings given to the nature of research in that field are largely controversial. Strategists have serious problems in addressing the criticisms that are made of the fundamental assumptions and theories that underline strategic studies. This paper explores the causes and implications of a crisis which now permeates heavily the development of the field.

INTRODUCTION

La crise des études stratégiques

Charles-Philippe DAVID*

ABSTRACT — The Crisis in Strategic Studies

The young field of strategic studies has difficulties establishing a solid consensus on its purpose, basic philosophy and main concepts, because the definitions and meanings given to the nature of research in that field are largely controversial. Strategists have serious problems in addressing the criticisms that are made of the fundamental assumptions and theories that underline strategic studies. This paper explores the causes and implications of a crisis which now permeates heavily the development of the field.

Malgré la popularité évidente, et toujours croissante, des études stratégiques, beaucoup de confusion entoure ce domaine d'analyse des relations internationales. D'une part, il y a les *stratèges-théoriciens* qui tentent de faire reconnaître les études stratégiques comme une discipline quasi autonome, disposant d'un champ de connaissances pertinent et utile pour mieux comprendre le rôle de l'emploi de la force dans la conduite de la politique internationale. D'autre part, il y a les *stratèges-praticiens* qui se préoccupent essentiellement des dimensions opérationnelles de la stratégie, c'est-à-dire des aspects techniques qu'implique la mise en œuvre de l'utilisation de la force. Ces analystes croient que la stratégie demeure encore l'application des principes de guerre en vue d'accomplir des objectifs politiques.

Entre ces deux niveaux de pensée, sur la place et l'apport des études stratégiques, on dénombre une panoplie d'approches qui tentent de clarifier et d'accroître la contribution du domaine afin de mieux saisir les problèmes reliés à la sécurité et à l'emploi de la force armée. Le résultat n'est pas toujours conforme aux attentes théoriques et le malaise, qui caractérise le développement des études stratégiques, persiste : quel est le rôle de ces études, et quelle

* Professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec.
Revue Études internationales, volume XX, n° 3, septembre 1989

orientation doivent-elles prendre si elles veulent parvenir au rang d'une discipline académique sérieuse, intègre et «scientifique» à l'intérieur des sciences sociales, et tout spécialement des relations internationales ? À plusieurs égards, on peut parler d'une «crise» – au sens philosophique et épistémologique du terme – dans l'évolution actuelle des études stratégiques. Mais, avant de présenter cette remise en question d'ensemble de l'analyse en stratégie, il est primordial de préciser les notions fondamentales, les définitions et les paradigmes qui demeurent au centre des débats.*

Si l'on devait simplement répondre à la question «Où en sommes-nous en études stratégiques ?», on pourrait affirmer, de façon assez caricaturale, que «beaucoup reste à faire». Ce domaine très jeune, en tant que spécialité académique et civile, ne réussit pas à créer un consensus sur son rôle, sa philosophie et ses concepts de base, parce que les définitions et le sens que l'on peut donner aux études stratégiques demeurent un sujet controversé. De plus, les stratèges surmontent difficilement les critiques formulées à l'égard de leurs orientations de recherche, et ces reproches sont en fait étroitement liés aux postulats fondamentaux inhérents au secteur des études stratégiques. La crise actuelle, qui marque le développement de l'analyse en stratégie, est visible à deux niveaux : d'abord, la nécessité de constamment redéfinir le but et le cadre d'analyse des études stratégiques s'est accentuée au cours des dernières années, mais sans faire évoluer les fondements épistémologiques du secteur.¹ Ensuite, la recrudescence d'intérêt pour les études stratégiques, depuis le début des années 80 (provoquée par la révolution iranienne, l'invasion de l'Afghanistan et l'arrivée de Reagan au pouvoir), ne s'est pas traduite par une percée conceptuelle ou innovatrice significative dans les approches théoriques utilisées.² Les efforts, en ce sens, restent sans grandes conséquences. Cette crise est, semble-t-il, causée par une marginalisation de plus en plus importante des notions traditionnelles expliquant les enjeux réels de la stratégie et de la sécurité internationale, et par une profonde incapacité des études stratégiques à procéder à une révision importante des principaux concepts de base qui orientent leurs recherches.

* Le lecteur est prié de noter que toutes les expressions techniques anglaises, nombreuses dans le domaine de la stratégie, ont été traduites en employant les termes offerts et définis par *Le Dictionnaire de la défense et des forces armées*, sanctionné officiellement par le Ministère des armées à Paris, publié par Larousse en 1988.

1. Voir à ce sujet, les deux rapports de conférences tenues à Harvard et à l'Institut international des études stratégiques de Londres, en 1987 et 1988 respectivement, publiés par Joseph NYE et Sean LYNN-JONES, «International Security Studies : A Report of a Conference on the State of the Field», *International Security*, vol. 13, printemps 1988, pp. 5-27 ; et Joseph NYE, «The Contribution of Strategic Studies : Future Challenges», *Adelphi Papers*, no 235, printemps 1989, pp. 20-34.
2. Une conclusion avancée par William KINCADE et Priscilla HAYNER, dir., *The Access Resources Guide*, Cambridge, Ballinger, 1988, XI-XIX.

I - Maturation ou marginalisation des études stratégiques ?

Depuis quelques années déjà, le domaine des études stratégiques est l'objet d'attaques répétées, et souvent justifiées, de la part des analystes du phénomène de la guerre et des conflits. Dans un article où il se porte à la défense de la discipline, et publié dans *Études Internationales* en décembre 1986, Michel Fortmann signalait les principales critiques formulées à l'endroit de la pensée stratégique : la domination exclusive du paradigme réaliste ; une hiérarchisation des problèmes de sécurité en fonction des *high* versus *low politics* ; l'accent mis essentiellement sur l'acteur étatique ; l'ethnocentrisme et le biais culturel (fortement anglo-saxon) des études stratégiques ; une trop grande association de ces dernières aux politiques gouvernementales ou « officielles » ; le manque de rigueur intellectuelle faisant des stratèges des « call-girls » plutôt que de véritables théoriciens ; et l'indifférence de la pensée stratégique vis-à-vis des mouvements de l'opinion publique et les questions de moralité.³

M. Fortmann récusait, par la suite, chacune de ces critiques en montrant qu'elles étaient exagérées et qu'elles étaient elles-mêmes sujettes à des contre-critiques. En réalité, selon lui, les études stratégiques sont plus variées et dynamiques qu'on semble le croire, ne concurrencent pas mais complètent les relations internationales et ne sont pas caractérisées par une, mais plusieurs cultures stratégiques. Les stratèges, enfin, prennent en considération d'autres théories que le réalisme, d'autres acteurs que les États, d'autres dimensions que la seule situation militaire dans l'analyse des problèmes de sécurité, d'autres prémisses de base que celles qui ont trait à la guerre et la violence et d'autres critères (éthiques) que ceux qui relèvent uniquement de l'image du soldat dans la conduite de la politique internationale. Ce qui nous amène à réfléchir un instant sur l'état du domaine pris dans son ensemble.

L'auteur a raison de souligner les progrès importants réalisés dans les recherches en études stratégiques, au cours de la dernière décennie. Des ouvrages et des approches « contre-culture », qui remettent en question les postulats classiques de l'analyse en stratégie, sont apparus et donnent raison d'espérer que les études stratégiques sont entrées dans une période de maturation. Qu'on pense ainsi aux travaux de Ken Booth et Phil Garnett en Angleterre, ou de Robert Jervis, Barry Posen et Stephen Van Evera aux États-Unis, ou encore aux écoles de pensée fondées sur la théorie du culte de l'offensive ou les défenses alternatives (auteurs et écoles que l'on présente plus loin dans ce vo-

3. Michel FORTMANN, « Les études stratégiques, défense d'une discipline », *Études Internationales*, vol. 17, n° 4, décembre 1986, pp. 767-784.

lume).⁴ Ces exemples se multiplient et tendent à démontrer que la recherche innovatrice existe, et est possible, dans le domaine de la stratégie. Toutefois, l'élément de continuité semble plus marquant que ces tentatives louables de changement.

Comme le professeur John Sigler l'indique, dans le chapitre qui suit, la pensée stratégique est toujours influencée par une conception du monde (philosophique, théorique et méthodologique) dominée par les éléments critiques dont faisait état M. Fortmann. Le refus de la stratégie, par conséquent, d'envisager plus sérieusement une certaine ouverture, pourrait finir par diminuer la probabilité d'une maturation des recherches et pourrait consacrer l'ultime marginalisation de tout un mode de pensée pour comprendre et transformer les données de la sécurité internationale.

La crise est ainsi très réelle, dans la mesure où les efforts de remise en question n'ont pas encore ébranlé les paradigmes de base d'un domaine pourtant essentiel à l'explication des relations internationales. La frustration intellectuelle est d'autant plus grande lorsque les aspects de continuité semblent vouloir rejeter, sinon effacer, les apports constructifs suggérés par les chercheurs qui essaient de présenter des points de vue originaux. Les vieilles mentalités, en somme, persistent...

II – Le problème de définition de la stratégie et des études stratégiques

Une cause supplémentaire de la crise, qui affecte présentement les études stratégiques, provient des définitions traditionnelles que l'on donne à la profession des stratèges et au terme «stratégie». La «stratégie» est généralement définie par l'utilisation de certains moyens en vue de réaliser un objectif – que ce soit à propos de gagner une partie de hockey ou de vendre une automobile. Dans le domaine militaire, on emploie le terme «stratégie» pour exprimer l'idée de l'utilisation de la force pour atteindre des buts politiques.⁵ Cette caractérisation de la stratégie a toujours été centrale dans les écrits militaires classiques et la pensée stratégique depuis Machiavel. On la retrouve dans les ouvrages importants qui traitent de la dimension militaire des relations internationales :

-
4. Par exemple : John BAYLIS, Ken BOOTH, John GARNETT et Phil WILLIAMS, *Contemporary Strategy*, 2 volumes, New York, Holmes & Meier, 1975 ; Ken BOOTH, *Strategy and Ethnocentrism*, New York, Holmes & Meier, 1979 ; Robert JERVIS, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976 ; et son *The Illogic of American Nuclear Strategy*, Ithaca, Cornell University Press, 1984 ; Barry POSEN, *The Sources of Military Doctrine*, Ithaca, Cornell University Press, 1984 ; Stephen VAN EVERA, « The Cult of the Offensive and the Origins of the First World War », *International Security*, vol. 9, été 1984, pp. 58-107 ; et Johan GALTUNG, *There are Alternatives*, Nottingham, Spokesman, 1984.
 5. Albert LEGAULT, «Vingt-cinq ans d'études stratégiques – Essai critique et survol de la documentation», *Études Internationales*, numéro spécial sur «La crise des relations internationales», vol. 15, n° 4, décembre 1984, p. 732.

ainsi, des auteurs comme Michael Howard, Lawrence Freedman, Colin Gray, André Beaufre, Peter Paret et Felix Gilbert adoptent le point de vue traditionnel de la stratégie, prise comme étant «le développement, la maîtrise et l'utilisation des ressources étatiques dans le but de réaliser certains objectifs politiques en cas de guerre». ⁶ Le général Beaufre, quant à lui, mettait l'accent sur «l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit», le but de la stratégie étant d'«atteindre la décision en créant et en exploitant une situation entraînant une désintégration morale de l'adversaire suffisante pour lui faire accepter les conditions qu'on veut lui imposer». ⁷

Barry Buzan, dans son excellent ouvrage-synthèse publié récemment sur le domaine des études stratégiques, définit la stratégie d'une manière assez historique, comme «un art ou une science qui met en œuvre les moyens nécessaires afin de promouvoir des objectifs dans le cadre d'un conflit». ⁸ Bien qu'il exprime d'importantes réserves face à cette conception de la stratégie, en remettant en cause la pertinence du combat et de la victoire militaire dans le contexte des armes nucléaires, Buzan accepte l'idée que l'essence de la stratégie est la menace de l'utilisation de la force et que son objet d'analyse est l'emploi de la force entre les États. L'auteur propose une conception élargie du domaine lorsqu'il suggère que ces études examinent «les manières par lesquelles les instruments de force influencent les relations entre les pays qui en possèdent». ⁹ On reste toutefois confiné à une vision assez étroite de la pensée stratégique, où celle-ci consiste, en fait, à étudier l'usage des moyens militaires afin d'accomplir des objectifs politiques. ¹⁰ Par ailleurs, d'autres souhaitent même qu'un jour l'évolution des technologies puisse nous permettre de *renforcer* les principes d'application de la stratégie classique. ¹¹

En un mot, les études stratégiques favorisent encore grandement une approche pragmatique au détriment d'une recherche théorique ; le domaine est avant toute chose une discipline du «savoir-faire» et de mise en œuvre des idées (*how to do it*, pour reprendre l'expression de Bernard Brodie). ¹²

6. Peter PARET, dir., *Makers of Modern Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 3. Voir aussi les contributions de Peter NAILOR, «Military Strategy», dans Trevor TAYLOR, dir., *Approaches and Theory in International Relations*, New York, Longman, 1978, pp. 165-166 ; Michael HOWARD, *The Causes of War*, Cambridge, Harvard University Press, 1983, pp. 36-41 ; Lawrence FREEDMAN, «Strategic Studies», dans Steve SMITH, dir., *International Relations: British and American Perspectives*, New York, Basil Blackwell, 1985, p. 30 ; A.J.R. GROOM, «Strategy», dans Margot LIGHT et GROOM, dir., *International Relations: a Handbook of Current Theory*, Boulder, Lynne Rienner Publ., 1985, p. 141 ; et Philip CROWL, «The Strategist's Short Catechism», dans John REICHART et Steven STURM, dir., *American Defense Policy*, 5^e édition, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1984, pp. 84-89.

7. André BEAUFRE, *Introduction à la stratégie*, Paris, Economica, 1985, pp. 16 et 18.

8. Barry BUZAN, *An Introduction to Strategic Studies: Military Technology and International Relations*, New York, St-Martin's Press, 1987, p. 3.

9. *Ibid.*, p. 4.

10. L. FREEDMAN, *op. cit.*, p. 30.

11. Gordon CRAIG et Felix GILBERT, «Reflections on Strategy in the Present and Future», dans Peter PARET, *op. cit.*, p. 867.

12. Bernard BRODIE, *War and Politics*, New York, Macmillan, 1973, p. 452.

Ces définitions de la stratégie et des études stratégiques posent un grave problème conceptuel: elles sont incapables d'expliquer les nouvelles données stratégiques (les conditions nouvelles dans lesquelles opèrent l'utilisation potentielle ou présente de la force armée), et elles deviennent beaucoup trop restrictives dans le contexte où la stratégie implique aussi bien la recherche et la formulation d'un «état de paix», que la planification des moyens militaires dans l'éventualité d'un conflit ou d'un «état de guerre». À plusieurs égards, il est impératif de revoir ces définitions :

Elles accentuent exagérément la dimension militaire au détriment des aspects non-militaires. Ceux-ci ont d'ailleurs tendance à devenir plus importants dans les relations internationales. L'utilisation de l'expression *grand strategy* est davantage satisfaisante, dans la mesure où elle traduit l'idée de mise en œuvre de la puissance politique, économique, militaire et psychologique d'un État afin de réaliser ses objectifs en temps de guerre comme en temps de paix.¹³

Les approches classiques de la stratégie, qui mettent l'accent sur le combat et la guerre, ne sont plus significatives dans le contexte des armes nucléaires, où un État a plus à perdre qu'à gagner en initiant et en participant à un conflit. Auparavant, «si l'on pensait la stratégie en temps de paix, ce n'était qu'en prévision de la guerre future et pour la préparer», observe le général Lucien Poirier. Aujourd'hui, conclut-il, «la stratégie de l'ère nucléaire englobe désormais le concept de guerre comme l'un seulement de ses modes, au même titre que ceux de non-guerre, de stratégie indirecte ou de manœuvres de crises».¹⁴

Les études stratégiques sont, par conséquent, indissociables des études sur la paix, puisque toutes deux doivent traiter du même sujet, soit «les causes, les conséquences et les modalités des conflits organisés, sans considération des affiliations institutionnelles ou idéologiques des personnes qui mènent ces recherches».¹⁵ Ces deux types d'études visent une meilleure compréhension du phénomène de la guerre et de la paix, et leurs divergences conceptuelles et méthodologiques ne doivent pas entraver cet effort d'explication.¹⁶

En fait, la stratégie et les études stratégiques ne peuvent être définies en vase clos, puisqu'elles font partie d'un contexte politique, économique et social qui dicte, en très grande partie, la pertinence ou non de l'utilisation de la force pour réaliser des objectifs étatiques. Ce contexte, que l'on peut qualifier d'interdépendance, restreint drastiquement les possibilités de

13. G. CRAIG et F. GILBERT, *op. cit.*, p. 869.

14. Lucien POIRIER, «Épistémologie de la stratégie», *Anthropologie et sociétés*, vol. 7, n° 1, pp. 76 et 83.

15. David SINGER, cité par M. FORTMANN, *op. cit.*, p. 768.

16. Voir Rod BYERS, «L'état de la recherche sur la paix et les études stratégiques», *Anthropologie et sociétés*, vol. 7, n° 1, 1983, pp. 193-199; et John GARNETT, «Strategic Studies and its Assumptions», dans BAYLIS, BOOTH, GARNETT et WILLIAMS, *op. cit.*, p. 4.

cette utilisation. On parle davantage aujourd'hui de «sécurité internationale», pour traduire l'état d'interdépendance dans lequel baigne la sécurité étatique.¹⁷

Une redéfinition de la stratégie, et des études stratégiques, est donc prioritaire et ne peut s'effectuer que par un examen épistémologique du champ de connaissances de cette discipline. Seulement au terme de ce court exercice, serons-nous en mesure d'offrir une définition plus pertinente de la stratégie.

III - Le champ épistémologique des études stratégiques

Les études stratégiques, comme nous l'avons affirmé, constituent une discipline relativement jeune, datant de la fin des années quarante aux États-Unis, du milieu des années cinquante en Grande-Bretagne et des années soixante en France. Son évolution est surtout marquée par les recherches dans le domaine de la stratégie nucléaire et des politiques de défense.¹⁸ La production théorique est donc fortement influencée par la césure historique provoquée par la présence des armes nucléaires. Mais, en général, cette production demeure assez mal structurée et finit par ressembler, au cours des années, à un véritable fourre-tout où l'on retrouve histoire militaire, pensée stratégique, défense nationale, études de sécurité, polémologie, sociologie militaire et finalement contrôle des armements.¹⁹ Cette dimension éclectique des études stratégiques ne favorise en rien une définition claire de son champ d'analyse. On peut être d'accord, au départ, avec le principe que ces études «constituent un sous-champ des relations internationales, lesquelles, à toutes fins pratiques, sont aussi un sous-champ de la science politique».²⁰ On peut cependant se demander quelle place occupent véritablement les études stratégiques dans le domaine des relations internationales.

Barry Buzan offre, à cet égard, une réponse très intéressante mais peut-être insuffisante.²¹ Selon lui, est étude stratégique toute expertise sur l'impact de l'instrument et l'emploi de la force dans les relations internationales ; et est étude internationale toute analyse des structures politiques anarchiques et organisées qui existent au sein du système inter-étatique. Pour Buzan, un certain nombre de concepts clés appartiennent exclusivement soit aux études stratégiques soit à la politique internationale. Dans la première catégorie on retrouve : la course aux armements, la dissuasion nucléaire, la prolifération

17. J. NYE, *op. cit.*, pp. 22-23.

18. Pour un survol de l'évolution du domaine des études stratégiques, voir L. FREEDMAN, *op. cit.*, pp. 29-44 ; et Colin GRAY, *Strategic Studies : a Critical Assessment*, Londres, Aldwych Press, 1982, pp. 3-23.

19. Michel FORTMANN, «Les études stratégiques : une nouvelle discipline», *Interface*, mars-avril 1985, pp. 19-23.

20. A. LEGAULT, *op. cit.*, p. 727.

21. B. BUZAN, *op. cit.*, pp. 1-13.

nucléaire, la défense, la maîtrise des armements et le désarmement. Dans la seconde catégorie, il inclut : les luttes de puissance, les crises et les conflits, la sécurité, la guerre, les alliances et la paix. Cette analyse comporte à la fois un aspect positif et négatif. D'abord, cette dichotomie permet d'apprécier le fait qu'il est impossible de définir la stratégie sans faire appel aux concepts centraux que l'on retrouve plus largement dans les relations internationales. Le mérite de l'analyse de Buzan est aussi de suggérer un lien plus étroit entre les deux champs épistémologiques. Cependant, et c'est là le point faible de l'argumentation, la définition, proposée par l'auteur pour les études stratégiques, est nettement trop restrictive et nous ramène au point de départ, c'est-à-dire à la stratégie comme étant essentiellement une discipline technologique et militaire, dont l'essence est une expertise quant aux moyens et non aux objectifs stratégiques.²² En cela, la définition de Buzan n'est pas tellement différente de la définition offerte par les Classiques.

Si une discipline, comme les études stratégiques, n'a pas pour objet d'analyser un phénomène, comme c'est le cas avec toutes les disciplines, elle connaîtra encore longtemps de sérieuses difficultés à se définir en termes de discipline académique. C'est pourquoi, penser la stratégie doit aujourd'hui commencer d'abord et avant tout par une étude des problèmes de sécurité (élément qui réconcilie les préoccupations des stratèges autant que celles des théoriciens des relations internationales). Ces problèmes se retrouvent au centre de toutes les données stratégiques des relations internationales contemporaines. Comprendre la nature et les implications des questions relevant de la sécurité intra-, et inter-étatique, c'est permettre aussi une évaluation plus judicieuse des objectifs politiques et des moyens militaires qui constituent les paramètres essentiels de la stratégie. Les problèmes de sécurité sont multiples, militaires et non-militaires, et impliquent la possibilité d'une utilisation de la force afin de tenter de les résoudre. Pour connaître la complexité de ces problèmes, les études stratégiques doivent axer leurs connaissances autour des recherches sur les conflits et la défense, autant que des recherches sur la paix. En ce sens, la stratégie doit dépasser son cadre d'analyse traditionnel, *c. à d.* l'art ou la science qui consiste à définir et utiliser les moyens militaires en vue d'atteindre des objectifs politiques. La stratégie doit plutôt s'attaquer à une tâche académique et conceptuelle et redéfinir les études stratégiques comme l'étude des problèmes de sécurité dans lesquels les moyens de force peuvent être et / ou sont utilisés pour réaliser des objectifs politiques. Cette approche, davantage globale, ouvre considérablement le champ épistémologique des études stratégiques, en faisant de la stratégie non plus seulement une discipline évaluant les moyens mais évaluant désormais les objectifs, et en définissant la défense non plus exclusivement comme une question de protection militaire mais comme une notion adaptée à l'évolution des réalités politiques, économiques, sociales et technologiques.

22. L'auteur consacre d'ailleurs toute une section de son livre à l'étude de la relation entre technologies militaires et stratégie ; *ibid.*, pp. 15-56.

Cette définition offre une alternative aux études stratégiques pour sortir du ghetto conceptuel dans lequel elles se sont enfermées pendant trop longtemps. Elle permet d'examiner les problèmes selon leurs mérites et en fonction d'approches nouvelles qui remettent en question les caractéristiques traditionnelles de la stratégie. Il est souhaitable que les études stratégiques abandonnent leur position intellectuelle assez étroite, qui favorise la guerre comme moyen de résolution des conflits et qui justifie très souvent le comportement des États dans les relations internationales. Elles doivent rejeter les concepts de base qui se préoccupent seulement des besoins de défense et de l'usage de la force, et qui mettent l'accent sur la formulation de plans stratégiques offensifs. Cette définition pourrait ainsi contribuer à solutionner quelques éléments importants de la crise qui marque le développement actuel des études stratégiques.

IV - Les problèmes de sécurité

Les questions de sécurité font partie intégrante de l'analyse stratégique et leur compréhension est nécessaire en vue de formuler des stratégies qui résolvent les problèmes avant que ceux-ci ne mènent à des conflits. Depuis toujours, les études stratégiques ont adopté une perspective étroite sur la notion de sécurité, que l'on associe principalement aux comportements de *high politics*, c'est-à-dire la protection militaire d'un État contre toute agression externe (influences hostiles, attaques armées, etc.).²³ Bien que ce point de vue soit dépassé, il est explicable dans la mesure où il est lui-même en harmonie avec la définition restrictive donnée au terme de stratégie, dont le souci principal est de maximiser la «sécurité nationale», autrement dit la capacité d'un État de se doter d'un niveau jugé suffisant de sécurité (même si celui-ci entraînerait néanmoins une insécurité encore plus grande parmi les autres États). Il n'est pas surprenant qu'une telle approche ait elle-même engendré de multiples conflits, de nombreuses guerres et une forme généralisée de «culture de la paranoïa». La stratégie a souvent signifié l'obtention d'une sécurité maximale, fondée sur une compétition essentiellement militaire, dans le contexte d'une structure politique internationale anarchique. Cette vision réductionniste du concept de sécurité continue de renforcer, aujourd'hui, l'état de crise conceptuelle des études stratégiques.

Le problème doit se poser différemment. La sécurité relève tout autant, sinon davantage, de la dimension du *low politics*, c'est-à-dire de l'interdépendance économique et sociale dans laquelle baignent les relations internationales. Les solutions militaires et, par conséquent, l'approche traditionnelle de la stratégie, s'avèrent peu pertinentes pour affronter un ensemble de nouveaux facteurs issus de cette interdépendance. L'impact des facteurs socio-économiques sur la formulation des problèmes de sécurité dans le Tiers-Monde est

23. La définition classique de la sécurité est analysée dans Charles HERMANN, «Defining National Security», dans REICHAERT et STURM, *op. cit.*, pp. 18-21 ; et dans Donald SNOW, *National Security: Enduring Problems of U.S. Defense Policy*, New York, St. Martin's Press, 1987, pp. 3-6.

ainsi encore mal circonscrit et l'on ne peut qu'être satisfait de voir les dimensions non-militaires de la sécurité prendre désormais une place très importante dans les comportements étatiques.²⁴

On doit ainsi élargir le concept de sécurité. Celle-ci existe en l'absence de menaces ; tant qu'il y a des menaces perçues ou réelles, l'insécurité pousse les États à vouloir se protéger. Ces menaces ne sont pas toutes militaires, au sens de mettre en cause l'intégrité territoriale d'un État, mais peuvent aussi être liées aux problèmes de croissance et de bien-être économique, d'approvisionnements énergétiques, de survie des institutions politiques ou de stabilité des populations. Par exemple, les répercussions, pour les États industrialisés, d'une politique de développement inadéquate dans le Tiers-Monde vont plus loin que la perte de marchés ou d'investissements. Lorsque les taux de croissance diminuent ou plafonnent dans les pays sous-développés, leur cohésion politique et sociale peut être morcelée au point de résulter en guerres civiles et en conflits inter-étatiques. Que ce soient, par conséquent, les problèmes de droits de la personne, de moralité ou d'éthique des comportements internationaux, d'immigration, de réfugiés, d'écologie, de violence religieuse ou ethnique, de dettes internationales ou de terrorisme, une menace à la sécurité existe dès lors «qu'une action ou une série d'événements... remettent en question la qualité de vie d'une communauté étatique ainsi que la marge de manœuvre des choix politiques disponibles auprès d'un gouvernement ou d'une entité non-gouvernementale.»²⁵

La stratégie doit chercher à minimiser les menaces réelles et les perceptions d'insécurité pouvant mener à l'éclatement de conflits. L'usage de la force n'est plus une solution pour affronter les problèmes de sécurité : les risques d'escalade militaire et nucléaire sont énormes, les résistances nationalistes et idéologiques sont, elles aussi, très élevées (particulièrement dans les pays du Tiers-Monde), les effets perturbateurs sur les politiques économiques rendus trop onéreux, et enfin, les coûts en terme de mobilisation sociale, pour supporter l'effort de guerre, deviennent très incertains et même prohibitifs.²⁶ Des moyens autres que militaires, par exemple la négociation, la médiation, le maintien de la paix, l'arbitrage, la résolution des causalités de conflit et la volonté politique, doivent figurer au centre des préoccupations stratégiques. L'adoption de l'expression «sécurité internationale» dénote justement le fait que de nombreux problèmes de sécurité, tels que la pauvreté et la dette des pays sous-développés, la surproduction et l'exportation d'armements, ou les menaces écologiques (l'érosion des sols, la déforestation, les pénuries d'eau, la surpopulation par exemple), ne peuvent être solutionnés de manière unilatérale, mais seulement par une action de coopération entre les nations. Ces facteurs sont des sources potentielles de conflit et de violence menaçant l'existence de la stabilité même des États, surtout les

24. Pour une analyse des dimensions non-militaires de la sécurité, voir Lester BROWN, «An Untraditional View of National Security», dans REICHART et STURM, *op. cit.*, pp. 21-25 ; et W. KINCADE, *op. cit.*, XVI-XVII.

25. Richard ULLMAN, «Redefining Security», *International Security*, vol. 8, été 1983, p. 133.

26. J. NYE, *op. cit.*, p. 25.

plus démunis. Les études stratégiques doivent s'inspirer davantage des théories de l'interdépendance et des régimes internationaux, si elles veulent progresser, en tant que spécialité pertinente, afin de rendre le système international plus stable et plus juste pour l'ensemble des nations. Elles doivent particulièrement s'attarder à mieux comprendre les dimensions non-militaires de la sécurité, si elles veulent saisir toute la complexité des problèmes d'aujourd'hui. Comme le suggère Norman Myers dans un récent article :

Nous avons besoin d'inclure la dimension de l'environnement dans notre planification de la sécurité. L'approche traditionnelle de la sécurité reflète assurément une perception trop étroite des problèmes de sécurité et des solutions disponibles, largement militaires, pour affronter les menaces. Le temps est-il venu où une sécurité durable peut être achetée autant par des «arbres» que par des «tanks» ?²⁷

Cette observation assez caricaturale remet en cause une définition plutôt déficiente des études stratégiques, lorsqu'elle est limitée aux seuls enjeux militaires. Paradoxalement, une des plus grandes contributions que pourraient apporter les études stratégiques serait de démontrer la futilité et l'illusion des solutions militaires, comme panacée aux maux politiques causés par les problèmes de sécurité internationale.

V - La théorie et la pratique des études stratégiques

«Les études stratégiques, ce n'est pas une discipline mais un problème», conclut un article récent qui fait le point sur l'état des connaissances en stratégie.²⁸ On aurait pu difficilement mieux percevoir la position précaire dans laquelle se retrouve ce champ d'analyse. Les études stratégiques constituent, en effet, un «problème» qu'il est possible d'analyser en cinq questions. Remarquons que celles-ci sont sous-jacentes à l'ensemble du volume et qu'elles y seront discutées sous diverses formes :

1. *À quoi servent les études stratégiques ?* Le problème est, d'abord et avant tout, de définir (comme on l'a vu) la pertinence et l'étendue de ce domaine dans la discipline plus large des relations internationales et parmi les disciplines des sciences sociales. Quarante ans de recherche n'ont pas résolu ce dilemme et l'objet d'analyse exact des études stratégiques n'est toujours pas clair et ne fait toujours pas l'unanimité. D'un côté, il y a la majorité des stratèges qui se concentre essentiellement sur le phénomène de l'emploi de la force, et de l'autre une minorité qui inclut aussi les recherches sur la paix.

27. Norman MYERS, «Environment and Security», *Foreign Policy*, n° 74, printemps 1989, p. 41 (Un article très intéressant sur l'impact des problèmes environnementaux sur la sécurité étatique et internationale). Voir aussi Jessica MATHEWS, «Redefining Security», *Foreign Affairs*, vol. 68, printemps 1989, pp. 162-177.

28. J. NYE et S. LYNN-JONES, *op. cit.*, p. 6.

2. *Quelle approche théorique doit-on favoriser en vue d'une plus grande pertinence et capacité d'action des études stratégiques ?* Toute définition de la stratégie est question de paradigmes. La théorie dominante des études stratégiques demeure le paradigme «réaliste», ce qui explique l'attrait pour la conception de la stratégie comme l'art de poursuivre des objectifs politiques en utilisant, de manière optimale, les moyens militaires. Notre définition des études stratégiques dépend intimement de la théorie que nous adoptons pour comprendre la dynamique des relations internationales. Pour en sortir, il faut obligatoirement se référer à d'autres théories que le réalisme. Si l'on utilise le cadre d'analyse de l'interdépendance, on parlera plutôt de «stratégies concertées», entre différents acteurs internationaux, en vue d'améliorer les conditions d'existence des sociétés. Si l'on définit la stratégie dans le cadre des problèmes de sécurité internationale, on recherchera une plus grande capacité d'adaptation pacifique des États aux changements dans le système international. En ce sens, on doit déplorer la faiblesse théorique du champ des études stratégiques.²⁹

3. *Les études stratégiques sont-elles assez critiques vis-à-vis des valeurs véhiculées par les stratèges ?* La stratégie représente-t-elle une forme de connaissances, une idéologie, qui appuie et justifie les plans de guerre, voire l'existence même du phénomène de la guerre, ou peut-elle, au contraire, contribuer à réduire les tensions politico-militaires et résoudre les causes des conflits ? Si ces deux objectifs font partie des études stratégiques, comment concilier les postulats de base des études militaires proprement dites, avec ceux du courant de pensée du *Peace research* ? En fait, les études stratégiques peuvent-elles innover, en proposant des enseignements et des recherches qui fassent le pont entre les études sur la guerre et celles sur la paix ? Est-il possible de dépasser le stade où l'on perçoit la stratégie à travers l'équation objectifs politiques-moyens militaires, pour atteindre un nouveau stade où l'on remet en cause les fondements mêmes des politiques de sécurité étatique ?³⁰

4. *Quels sont les moyens à prendre pour contrer les effets pernicious de l'ethnocentrisme ?* Il est frappant de constater qu'on accuse souvent les études stratégiques d'être ethnocentriques, et de constater, également, le peu de recherches qui se font à l'extérieur du monde anglo-saxon et qui sont vraiment innovatrices.³¹ On reste perplexe devant la proposition d'une stratégie allemande qui souhaite que les études stratégiques en Europe travaillent davantage dans le «noyau dur» (typiquement américain) des politiques de sécurité étatique. Elle écrit : «les ramifications des enjeux de la sécurité internationale ne peuvent être réellement comprises qu'à travers une compréhension poussée des systèmes

29. Une conclusion avancée par NYE et LYNN-JONES, *ibid.*, p. 12 ; et A.J.R. GROOM, *op. cit.*, pp. 141-142.

30. Deux auteurs au moins croient que ce dépassement est souhaitable et possible : J. GARNETT, *op. cit.*, pp. 14-15 ; et Bahgat KORANY, «Les études stratégiques et le Tiers-Monde : une évaluation critique», *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 38, décembre 1986, pp. 585-599.

31. Sur toute la question de l'ethnocentrisme, consulter K. BOOTH, *op. cit.*, pp. 20-30 ; et J. NYE et S. LYNN-JONES, *op. cit.*, pp. 14-15.

d'armement, de la stratégie nucléaire et des opérations militaires».³² Est-ce vraiment là tout ce que l'on peut proposer de nouveau pour sortir des analyses traditionnelles, et offrir un agenda de recherche différent de celui qui a caractérisé pendant longtemps les études stratégiques ? Des changements importants au niveau conceptuel sont-ils possibles en études stratégiques, à l'intérieur de la communauté des stratèges, ou faut-il tenter d'élargir la discipline, et donc le débat, à de nouveaux intervenants qui ont en tête de nouvelles approches pour concevoir la stratégie ?

5. *La recherche opérationnelle et la recherche fondamentale sont-elles réconciliables en études stratégiques ?* S'il existe une discipline orientée vers la praxis et le carriérisme, c'est bien le domaine de la stratégie.³³ Comment éviter les pièges de l'hypocrisie intellectuelle, ou de l'attrait pour certains sujets bien financés, lorsque l'on tient à conserver un esprit critique et innovateur face aux problèmes de sécurité internationale ?

Ce ne sont là que quelques questions de base, qui sont centrales dans le débat autour des études stratégiques, et qui figurent au premier plan des causes de la crise que traverse présentement ce domaine très influent. Les réponses à certaines de ces questions, que nous proposent les auteurs des articles qui suivent, en particulier les remarques de John Sigler, contribueront sans nul doute à approfondir le discours épistémologique sur la place qu'occupent les études stratégiques dans la discipline des relations internationales.

32. Helga HAFTERDORN, «The State of the Field : a German View», *International Security*, vol. 13, n° 2, automne 1988, p. 181.

33. Quiconque s'intéresse au domaine des études stratégiques, comme carrière possible ou probable, doit absolument lire les articles suivants de Lawrence FREEDMAN : «The Development of the Think-Tank», dans RUST, *The Journal of the Royal United Services Institute for Defense Studies*, vol. 127, mars 1982, pp. 13-18 ; et «The Strategist's Vocation», *Survival*, vol. 25, juillet-août 1983, pp. 170-174.